

# La Libye : une crise à la croisée des ambitions globale et régionale de la Russie

*Igor Delanoë<sup>1</sup> et Nour Hedjazi<sup>2</sup>*

La Libye constitue un terrain d'affrontement et de coopération entre puissances régionales et extrarégionales. Figurant parmi les principaux acteurs du conflit, la Russie a noué autour de cette crise des relations aussi bien au niveau intralibyen, qu'à l'échelle nord-africaine (coordination avec l'Égypte) et régionale (coopération avec les Émirats arabes unis, compétition coopérative avec la Turquie). Le dossier libyen se trouve à la croisée de plusieurs vecteurs de la politique étrangère russe : celui de la recomposition du statut de puissance globale à travers le bras de fer qui s'y exprime avec les États-Unis et la communauté euroatlantique, au demeurant divisée sur la crise libyenne. Le vecteur sécuritaire demeure fondamental dans la mesure où Moscou continue de percevoir les dynamiques à l'œuvre en Afrique du Nord/Moyen-Orient comme potentiellement néfastes pour son flanc méridional. Enfin, un vecteur économique s'exprime avec de puissants intérêts d'affaires qui s'imbriquent parfois dans le cadre de la diplomatie traditionnelle. La Libye se trouve ainsi au carrefour des ambitions globales, moyen-orientales, mais aussi africaines du Kremlin. Cet article se propose de revenir sur les fondements de l'implication de la Russie dans la crise libyenne. À travers une analyse multiscalaire des intérêts et interactions russes autour de la Libye, cet article vise aussi à identifier les acteurs qui influencent le cours de la politique libyenne de la Russie. Trois temps seront envisagés : tout d'abord, la Libye sera envisagée à l'aune de la grande géopolitique russe et de son rôle dans l'agenda de puissance souveraine poursuivi par la Kremlin. Sera ensuite analysée la place de la Libye

*Herodote*, n° 182, La Découverte, 3<sup>e</sup> trimestre 2021.

1. Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.
2. Doctorante, Institut français de géopolitique, université Paris 8.

dans l'effort de recomposition de son influence régionale entreprise par la Russie. Enfin, l'examen des réseaux et acteurs russes permettra de mieux saisir la diversité des canaux utilisés par la Russie pour interagir en Libye.

### **Quelle place pour la Libye dans la politique étrangère russe de puissance ?**

L'objectif poursuivi par le Kremlin dans sa politique extérieure est de faire de la Russie une puissance souveraine de premier plan. Dans quelle mesure l'implication russe en Libye peut-elle contribuer à cet agenda ?

#### *La Libye dans le contexte post-2014 de confrontation entre la Russie et la communauté euroatlantique : une approche occidental-centrée*

La Libye ne constitue pas en tant que telle un objet de la politique étrangère russe dans la mesure où il n'en est pas fait mention dans les textes officiels qui fixent les grandes orientations diplomatiques et sécuritaires de la Russie, qu'il s'agisse de la « Stratégie de sécurité nationale » (2015) ou du « Concept de politique étrangère » (2016). Le dossier libyen constitue en revanche un maillon de la posture de puissance souveraine en rupture avec la communauté euroatlantique adoptée par la Russie depuis la crise ukrainienne. Le rapport de force établi avec la communauté euroatlantique depuis 2014 constitue en effet une ressource en crédit géopolitique dans laquelle puise le Kremlin afin de façonner son statut revendiqué de puissance globale. Aussi, la Russie envisage la crise libyenne à travers le prisme de ce rapport de force. Le Kremlin ne manque jamais de rappeler, souvent par l'entremise des déclarations de son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, que depuis 2011 la confiance entre les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies a été rompue suite à l'intervention de l'Otan en Libye [Balmond et Guilhaudis, 2019, p. 56]. La fragmentation du pays apporte en outre de la substance au narratif déployé par Moscou sur le rôle prétendument destructeur de l'interventionnisme et de l'unilatéralisme occidentaux dénoncés avec virulence dès 2007 par Vladimir Poutine dans son discours de Munich<sup>3</sup>. Ce constat de délitement étatique de la Libye constitue la matrice du conservatisme géopolitique promu par Moscou sur la rive sud de la Méditerranée au cours des années 2010. Il s'agit là d'un discours auquel peuvent se montrer sensibles les pouvoirs, parfois aux abois, d'une région toujours secouée par les soubresauts des « printemps arabes ».

3. Cette dénonciation de l'« interventionnisme déstabilisateur de l'Occident » donne lieu à de longs développements dans la Stratégie de sécurité nationale de 2015.

Ce narratif a été crédibilisé par la fermeté adoptée par la Russie sur le dossier syrien dès 2011-2012, son intervention militaire en Syrie fin septembre 2015 et la revitalisation consécutive de la posture de puissance méditerranéenne russe.

La présence d'intérêts considérés comme vitaux par le Kremlin est toutefois bien moins évidente en Libye qu'elle ne peut l'être en Syrie ou même en Afghanistan. Les considérations géographiques jouent à l'évidence un rôle certain : la Libye se trouve à quelques milliers de kilomètres du flanc méridional russe, une région décrite par Evgueni Primakov<sup>4</sup> comme le « ventre mou » de la Russie, en raison de sa vulnérabilité supposée face à une série de menaces externes. Le pays dispose cependant d'un potentiel géopolitique non négligeable qui rend la perspective de sa « prise » suffisamment attractive étant donné sa position sur le flanc méridional de l'Alliance atlantique.

### *La Libye, une future « place d'armes » sur le flanc méridional de l'Alliance ?*

Dans le contexte de militarisation de la politique étrangère russe constatée depuis la crise ukrainienne, d'une part, et d'expansion de l'empreinte navale de la Russie en Méditerranée<sup>5</sup>, d'autre part, l'Otan suspecte la Russie de chercher à obtenir des infrastructures militaires – bases aérienne et navale – en Libye. Si tel était le cas, Moscou pourrait établir sur les côtes libyennes, très probablement en Cyrénaïque, ce que l'on nomme une « place d'armes » dans la terminologie militaire russe, c'est-à-dire un territoire sur lequel accumuler des capacités en vue de leur projection lors de futures opérations<sup>6</sup>. En toute hypothèse, l'apparition de telles infrastructures à quelques centaines de kilomètres de leurs côtes méridionales serait perçue par les pays de la communauté euroatlantique comme menaçante. Pourraient être érigés à partir de la région de Benghazi ou de celle de Tobrouk des dispositifs de déni d'accès et d'interdiction de zone (A2/AD) ainsi que des systèmes de guerre électronique et de brouillage qui perturberaient la liberté de circulation et les transmissions des flottes de l'Alliance dans le bassin occidental.

4. Ancien correspondant du journal la *Pravda* au Moyen-Orient, et ex-patron des services de renseignement russe, Evgueni Primakov (1929-2015) a été ministre des Affaires étrangères (1996-1998) puis chef du gouvernement (1998-1999) avant de prendre la tête de la Chambre de commerce et d'industrie russe (2001-2011).

5. La Russie a formellement réactivé en 2013 un détachement naval opérationnel en Méditerranée qui s'appuie sur la base navale de Tartous et qui est composé d'une douzaine d'unités principalement issues de la flotte de la mer Noire.

6. Voir l'encyclopédie du ministère russe de la Défense, à l'entrée « Platzdarm » (consulté le 29 avril 2021) : <<http://encyclopedia.mil.ru/encyclopedia/dictionary/details.htm?id=8938@morfDictionary>>.

L'obtention de bases ultramarines en vue d'appuyer le déploiement de sa flotte dans les « zones maritimes éloignées » auxquelles appartient la Méditerranée, selon la terminologie maritimiste russe, reste en outre intimement liée pour Moscou à la question de la projection de son statut de puissance. Or, dans le bassin occidental de la Méditerranée, la marine de guerre russe peut tout juste compter sur des facilités logistiques offertes par l'Espagne (Ceuta) et l'Algérie (Annaba), tandis que les bâtiments russes relâchent occasionnellement à La Valette (Malte). Lorsqu'en 2016, sur fond de bataille d'Alep, la Russie déploie en Méditerranée son unique porte-avions, l'*Amiral Kouznetsov*, avec son groupe d'accompagnement, les États-Unis font pression sur Madrid afin que les navires russes ne puissent avoir accès à Ceuta pour des opérations logistiques standard<sup>7</sup>. Bien que ces manœuvres n'aient pas compromis le déploiement du groupe aéronaval russe au Levant, elles ont cependant été de nature à inciter Moscou à rechercher l'obtention d'un point d'appui pérenne. De même, si l'Otan venait à accroître sa pression sur les lignes de communication maritime russes entre le Levant et la mer Noire, ainsi qu'à augmenter son activité opérationnelle directement dans le bassin pontique dans une logique de contention de la Russie, cela serait de nature à inciter Moscou à rechercher activement un point d'appui naval pour sa flotte dans le bassin occidental. Or, dans cette perspective, seule la Libye fait potentiellement figure d'option, d'autant plus que durant les années 1980 la marine soviétique jouissait d'une liberté d'accès à Benghazi.

### La Russie : faiseur de paix ou fauteur de troubles ?

En Libye, Moscou affiche une forme d'équidistance avec tous les acteurs de la crise. Cette position est présentée par la diplomatie russe comme responsable, dépourvue d'arrière-pensée géopolitique et en faveur des intérêts du peuple libyen dont l'unité sera assurée, selon Moscou, par un dialogue national inclusif [Remler, 2020, p. 14]<sup>8</sup>. Au-delà du discours, le positionnement de la Russie sur la crise libyenne

7. Pleins de carburant et d'eau fraîche, plus des opérations de service usuelles. Voir « Defense Minister: Russian Carrier Group Now in the Mediterranean », *USNI News*, 1<sup>er</sup> novembre 2016.

8. « Russia is conducting exclusively responsible politics in Libya. It is devoid of a geopolitical dimension and puts Libyan interests at the forefront. We are not siding with anyone in this conflict. Our approaches to resolving crises — be it in the Middle East or other regions of the world — invariably rely on the principle of an all-encompassing national dialogue aimed at finding tradeoffs based on international law and corresponding UN Security Council resolutions. » Voir « Foreign Minister Sergey Lavrov's interview with the Italian Asknews Agency, 5 décembre 2019 », site du ministère russe des Affaires étrangères, consulté le 4 mai 2021, <[https://www.mid.ru/en/web/guest/maps/it/-/asset\\_publisher/y8qQ47DsHQYD/content/id/3936393](https://www.mid.ru/en/web/guest/maps/it/-/asset_publisher/y8qQ47DsHQYD/content/id/3936393)>.

a été caractérisé par des revirements et des rééquilibrages qui traduisent certes une forme d'agilité, mais aussi l'absence d'une ligne directrice fermement impulsée par le Kremlin, en retrait sur la gestion du dossier libyen. Après s'être ouvertement rapprochée du maréchal Haftar en 2015-2016, la Russie a effectué un rétropédalage illustré par la multiplication des prises de contact avec les autres parties : Tripoli, Misrata, les tribus du Sud libyen... Le déclenchement d'une offensive par l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar en avril 2019 en vue de prendre Tripoli constitue une nouvelle étape : Moscou semble alors croire à une victoire rapide des forces du maréchal qui bénéficient d'un solide soutien émirien et égyptien consistant en un appui logistique, matériel et un approvisionnement en forces combattantes (mercenaires soudanais notamment). Les personnels de la société de sécurité russe Wagner, dont le Pentagone estime le nombre à 2 000, prennent alors manifestement part aux affrontements<sup>9</sup>. Toutefois, l'enlisement de l'offensive de l'ANL qui enregistre de nombreux revers au printemps 2020, consécutivement à l'insertion militaire de la Turquie fin 2019, pousse la Russie à opérer un nouveau rééquilibrage qui se traduit par un soutien affirmé à la reprise du processus diplomatique.

Moscou dispose aujourd'hui d'une certaine capacité à peser sur la dynamique d'escalade qui affecte cycliquement le champ de bataille libyen à travers l'intensité de son soutien à l'ANL. Si on ne peut néanmoins pas parler de maîtrise de l'escalade, comme c'est le cas en Syrie, la Russie dispose bien de leviers qu'elle s'est forgée afin de moduler le niveau de son soutien à Haftar. Ainsi, alors que les troupes du maréchal sont sur la défensive à l'orée de l'été 2020 face aux forces loyalistes appuyées par les supplétifs acheminés par la Turquie depuis la Syrie, la Russie déploie, depuis sa base syrienne de Hmeimim, des avions de chasse MiG-29 et Su-24 qui ne disposent d'aucune identification. Positionnés sur la base de Joufrah, dans le centre du pays, ces appareils mettent un terme, par leur seule présence, à la contre-offensive des forces de Tripoli, et gèlent les affrontements pour plusieurs mois. Ils contribuent ainsi à rééquilibrer les forces en présence sur un champ de bataille dont la dynamique est alors perçue à Moscou comme défavorable au maréchal Haftar. De même, s'ils ont pu prendre activement part aux combats lors de première phase de l'offensive lancée par l'ANL contre Tripoli, les mercenaires de Wagner se retirent de la ligne de front au cours du premier semestre 2020, au grand dam d'Haftar. Ce mouvement de repli est orchestré alors que la Russie déploie des efforts diplomatiques qui débouchent sur la conférence pour la paix de Moscou en janvier 2020. Autre levier russe sur Tobrouk : celui de l'aide financière. Entre 2016 et l'automne 2019, Gosznak – l'imprimeur officiel de billets

9. « Russia, Wagner Group complicating Libyan ceasefire efforts », US Africa Command, 15 juillet 2020.

de banque russes – a produit près de 850 tonnes de coupures de dinars libyens (soit près de 9 milliards d’euros) pour permettre au maréchal Haftar de consolider son emprise sur l’est de la Libye<sup>10</sup>. À l’été 2020, le maréchal reçoit nettement moins de liquidités, tandis que, fin juin, des hommes de Wagner épaulés par des mercenaires soudanais s’emparent du gisement d’el-Sharara (dans le sud-ouest du pays)<sup>11</sup>. Quelques semaines plus tard, en juillet, c’est le terminal pétrolier d’es-Sider qui est pris par les hommes de la milice privée russe<sup>12</sup>. La saisie de ces infrastructures énergétiques ainsi que le tarissement de son aide financière permettent à la Russie de faire pression sur le tempétueux maréchal qui est contraint de lever le blocus pétrolier qu’il imposait depuis début 2020. Ces développements accompagnent la désescalade des affrontements et sont alors interprétés comme des gestes d’ouverture en faveur de Tripoli.

## **La Libye et la recomposition de l’influence russe dans la région Afrique du Nord-Moyen-Orient**

### *Une crise à la croisée des intérêts russes, égyptiens et émiriens*

Dans une quête de plus en plus assumée de recomposition de son influence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la Russie s’est durablement agrégée aux acteurs devenus incontournables en Libye postrévolutionnaire. La revendication par la Russie d’une voix indépendante dans le jeu mondial s’illustre par le déploiement d’une influence coercitive (mercenaires et sociétés paramilitaires privées), diplomatique, et informationnelle (médias en langues étrangères, cyber) [Raviot, 2016]. À ses côtés en Libye, les Émirats arabes unis et l’Égypte soutiennent le maréchal Khalifa Haftar et poursuivent la même stratégie régionale d’influence et de puissance. Alors que le voisin égyptien ambitionne de sécuriser les mille kilomètres de frontière qu’il partage à l’ouest avec la Libye, les Émirats arabes unis s’activent dans une course effrénée contre l’expansion de l’islam politique sur la rive nord-africaine. Dans cette triade, les Russes fournissent les combattants (en plus des supplétifs tchadiens et soudanais recrutés par les Émirats), le royaume émirien finance les opérations

10. « Supplies of banknotes from Russia to east Libya accelerated this year », *Reuters*, 29 octobre 2019.

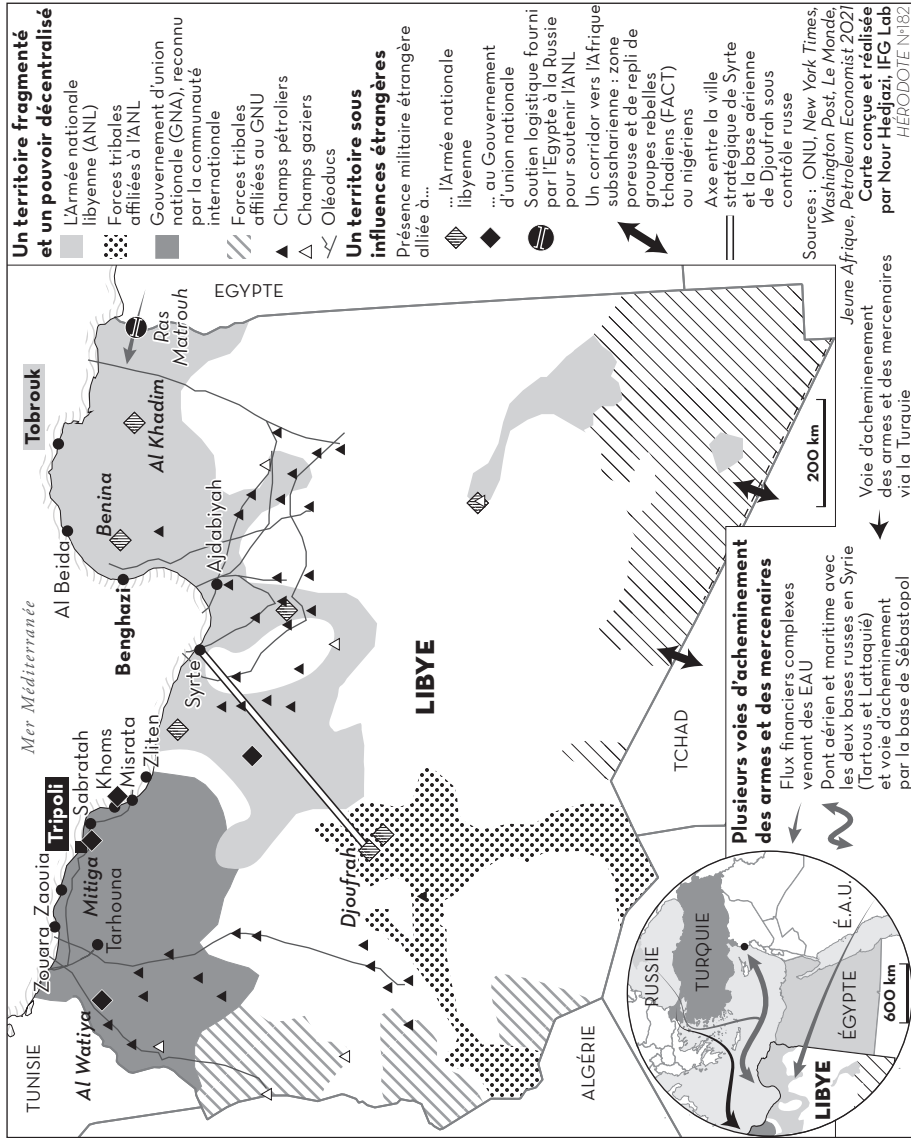
11. « Russian fighters help tighten rebel control of Libya’s largest oil field », *The Wall Street Journal*, 26 juin 2020.

12. « Russian oil grab in Libya fuels U.S.-Kremlin tensions in Mideast », *The Wall Street Journal*, 26 juillet 2020.

LA LIBYE : UNE CRISE À LA CROISÉE DES AMBITIONS GLOBALE ET RÉGIONALE DE LA RUSSIE

CARTE – LIBYE, TERRE D'INFLUENCES

Herodote, n° 182, La Découverte, 3<sup>e</sup> trimestre 2021.



par le biais de montages complexes<sup>13</sup> tandis que l'Égypte sert de base de soutien logistique<sup>14</sup>. Qualifiée de « Petite Sparte », le royaume émirien se place désormais comme le cinquième importateur d'armes du monde<sup>15</sup>. Le manque d'expérience et les résultats mitigés cumulés sur le terrain (le Yémen dès mars 2015) ont néanmoins été comblés en Libye par l'expertise des mercenaires et conseillers russes dépêchés à partir de 2016 auprès de l'ANL de Khalifa Haftar. Moscou peut également compter sur le soutien de l'Égypte qui lui prodigue un ancrage stratégique devenu incontournable pour son engagement dans le conflit libyen. La Russie aurait accès depuis 2017 aux bases aériennes égyptiennes de Marsa Matrouh et Sidi Barrani, situées à quelques kilomètres de la frontière libyenne [Ramani, 2021]. En riposte à l'avancée des troupes turques au-delà de la ville stratégique et pétrolière de Syrte considérée comme une « ligne rouge », le Parlement égyptien a autorisé en juillet 2020 le déploiement de l'armée hors de ses frontières – faisant craindre une escalade des violences –, et ce malgré sa préférence pour une issue politique du conflit. Impulsée par une logique dissuasive et une volonté d'afficher son soutien à ses alliés émiriens et russes, l'Égypte d'Abdel Fatah al-Sissi craint aussi bien l'expansion de l'influence turque à l'est de la Libye que la menace terroriste exogène à son territoire.

Malgré une convergence des vues et des intérêts, la coopération affichée entre la Russie d'un côté et l'Égypte et les Émirats arabes unis de l'autre, pourraient toutefois montrer ses limites dans la Libye post-conflit. Abou Dhabi a en outre déjà exprimé ses réticences en sapant les efforts de médiation diplomatique russo-turque à Moscou en janvier 2020, comme l'a illustré la volte-face du maréchal libyen encouragée par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. La jonction des intérêts poursuivis par chaque acteur pourrait donner lieu à une concurrence politique et économique lors de la reconstruction du pays. L'appui stratégique des mercenaires affiliés à Wagner, durant l'offensive de Tripoli lancée au printemps 2019, a cependant permis à la Russie d'étendre une influence qui peut être transformée en gains politiques et économiques après les élections présidentielles prévues en décembre 2021. L'objectif demeure de maintenir un équilibre stratégique entre l'Est et l'Ouest. La coopération entre Moscou et Ankara, bien qu'elle-même concurrentielle, octroie en outre à la Russie un avantage non négligeable sur les autres acteurs impliqués en Libye.

13. Lettre datée du 8 mars 2021, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité : <<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/037/73/PDF/N2103773.pdf?OpenElement>>.

14. Amy Mckinnon et Jack Detsch, « Pentagon says UAE possibly funding Russia's shadow mercenaries in Libya », *Foreign Policy*, 30 novembre 2020.

15. Eva Thiébaud, « Vertige guerrier aux Émirats arabes unis », *Le Monde diplomatique*, mars 2020, p. 6-7.



La compétition coopérative avec la Turquie

Tout comme en Syrie, dans le Haut-Karabagh et en Libye, la Russie et la Turquie tiennent des postures antagonistes dans leurs sphères d'influence. Sur le front libyen, les Russes et les Turcs se sont affrontés par mercenaires interposés. Le soutien modéré et ponctuel de la Russie accordé au camp du maréchal Haftar a contribué aux revers cumulés par les forces tripolitaines à l'automne 2019. Acculé par l'offensive de l'ANL et délaissé par une communauté internationale divisée, le gouvernement d'union nationale (GNA)<sup>16</sup> fait appel à son allié turc pour répondre à l'offensive du maréchal libyen. En riposte à l'avancée des troupes de l'Est vers Tripoli, le président turc Recep Tayyip Erdogan décide en décembre 2019 d'appuyer plus activement le gouvernement tripolitain notamment par l'envoi d'armes, de munitions, d'un support logistique ainsi que de 7000 combattants syriens venus d'Idlib. Les drones tactiques de fabrication turque Bayraktar TB2 ont, en l'espace de quelques mois, renversé le rapport de force en faveur du clan gouvernemental. Les ressources minières dont le pays dispose mobilisent par ailleurs toute l'attention d'Ankara, comme en atteste en avril 2021 la visite du gouvernement de transition reçu par le président turc lui-même et par une cohorte de hauts fonctionnaires et d'investisseurs turcs<sup>17</sup>. Avant d'aborder la question des investissements antérieurs à la chute du régime de Mouammar Kadhafi, qui s'élevaient à 18 milliards de dollars, le président turc a tenu à s'assurer, auprès du nouveau Premier ministre, de la rétroactivité de l'accord portant sur la délimitation maritime signée en novembre 2019. Cet accord contesté par ses voisins méditerranéens concède à la Turquie l'accès à des zones économiques exclusives revendiquées par la Grèce et Chypre. Il a été signé en échange d'un appui militaire décisif ayant permis de contrer l'offensive des forces assaillantes de Khalifa Haftar vers Tripoli. Au-delà du recours à la rhétorique néo-ottomane, les visées turques sont animées par un pragmatisme géopolitique. En effet, la Turquie importe 85 % de ses ressources énergétiques. La Libye est en outre le troisième exportateur africain de pétrole et le potentiel gazier qui entoure ses rives et son sous-sol augmente considérablement son attractivité.

La Libye relève moins d'un enjeu éminemment stratégique pour la Russie qu'elle ne l'est pour la Turquie. L'imbrication *de facto* de leurs intérêts respectifs impose une considération des trois théâtres pour saisir la logique poursuivie

16. Government of National Accord, pour l'acronyme anglais généralement retenu.

17. Fehim Tastekin, « Can Turkey rely on Libyan Prime Minister to guarantee its strategic interests? », *Al Monitor*, 19 avril 2021.

par chaque acteur allant du Caucase à l’Afrique du Nord<sup>18</sup>. En effet, l’implication croissante de Moscou dans le champ politique libyen pourrait surtout lui accorder, face à Ankara, une plus importante marge de négociation, notamment sur le dossier syrien, qui demeure son principal point d’ancrage en Méditerranée. Enfin, les détroits turcs constituent l’unique route maritime entre la Méditerranée et la mer Noire. Considérés comme le véritable nœud stratégique de l’Eurasie, ils sont une voie navale d’acheminement en provenance du port militaire de Sébastopol, en Crimée, permettant ainsi de ravitailler les ports de Tartous et Hmeimim [Bilener, 2007]. Cette interdépendance se traduit par l’existence d’un dialogue permanent entre eux sur le dossier libyen, en dépit de leur rivalité sur le terrain. Sans oublier que la centralité saharienne de la Libye permet une meilleure pénétration en Afrique subsaharienne, et plus généralement à l’intérieur du marché africain, pour deux puissances en quête de nouvelles opportunités économiques et d’une hégémonie régionale [Bensaâd, 2019].

### La Libye, un corridor vers l’Afrique subsaharienne

Située à la charnière du Proche-Orient, du flanc méditerranéen de l’Europe et de l’Afrique subsaharienne, la Libye peut potentiellement jouer le rôle de plateforme pour l’expansion régionale de l’influence géopolitique russe. La sécurisation d’un point d’appui naval et d’un accès à un terrain d’aviation en Cyrénaïque permettrait en particulier à Moscou de projeter son influence en direction de l’Afrique subsaharienne. Ce corridor libyen vers la bande sahélo-saharienne viendrait en outre pallier une éventuelle défaillance de celui que la Russie s’est aménagé au Soudan à la fin des années 2010<sup>19</sup>. Car la Libye relève aussi du vecteur africain de la politique étrangère russe. Vladimir Poutine invite ainsi l’ancien Premier ministre libyen Fayez el-Sarraj à Sotchi lors du sommet Russie-Afrique fin octobre 2019. À cette date, Moscou a déjà pris langue avec les tribus du Sud libyen – les Touaregs, les Zuwayas et les Toubous –, grâce à une action de médiation entreprise fin 2017 en vue d’apaiser des tensions entre elles et Tripoli<sup>20</sup>. Si les Russes

18. Ruslan Trad, « From Syria to Nagorno-Karabakh : Russia and Turkey’s complex regional rivalry », *The New Arab*, 4 décembre 2020.

19. La marine russe a obtenu fin 2020 un point d’appui naval à Port-Soudan, après que la société Wagner a fait irruption dans le pays au cours de la deuxième moitié des années 2010. Le texte de l’accord naval est disponible (en russe) sur le portail des documents officiels du gouvernement russe (consulté le 29 avril 2021) : <<http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202011110016>>.

20. « Россия сшивает Ливию » (« La Russie recoud la Libye »), *Kommersant*, 15 novembre 2017.

tentent de s'aménager un accès au sud de la Libye, ce n'est pas seulement pour ses ressources pétrolières : bien que figurant parmi les premiers producteurs de pétrole, la Russie reste néanmoins intéressée par des projets pétroliers à l'étranger. Soumises aux quotas de l'accord « OPEP + »<sup>21</sup>, ses compagnies trouvent ainsi du pétrole non russe à exporter, ce qui leur permet d'alléger les pertes générées par les restrictions de production de brut russe. Le sud de la Libye présente aussi un intérêt en tant que débouché vers l'Afrique subsaharienne et centrale qui suscite un intérêt grandissant de la Russie au cours de la seconde moitié des années 2010. Régions passablement tourmentées souffrant d'un fort déficit sécuritaire, ces zones pourraient se montrer sensibles à une présence plus robuste de la Russie. Vu de Moscou, s'insérer dans les structures politico-sécuritaires des pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique centrale, à la manière du partenariat qu'elle a forgé avec Bangui, permet par ailleurs d'alléger la pression que le Kremlin estime subir sur son flanc occidental de la part de la communauté euroatlantique. En outre, il s'agit d'une certaine manière pour Moscou de rendre la pareille aux Occidentaux qui ont accru sensiblement au cours de ces trente dernières années leur influence dans l'espace post-soviétique que le pouvoir russe considère comme son pré carré. Enfin, dans le contexte des sanctions euroatlantiques qui pèsent sur la Russie depuis la crise ukrainienne, l'Afrique constitue un champ propice au déploiement d'activités opérationnelles pour les conglomerats russes du secteur extractif. Ces derniers se retrouvent en effet privés d'accès aux technologies occidentales nécessaires à la mise en valeur de certains gisements pétroliers et gaziers – notamment par grandes profondeurs en zone arctique –, et se tournent donc vers des zones géographiques où l'accès à ces ressources est moins compliqué sur le plan technologique, mais plus risqué sur le plan politique. D'où l'irruption de milices de sécurité privées, dont la présence est le corollaire du déploiement de ces activités extractives dans la mesure où, en plus des services qu'elles occasionnent aux pouvoirs les ayant sollicitées (formation de troupes régulières, outils médiatiques d'influence...), elles sécurisent les sites industriels concernés.

Le corridor libyen que la Russie cherche à s'aménager pourrait se structurer à partir de la Cyrénaïque autour de la mobilité combattante. Les flux de mercenaires entre le Tchad et la Libye sont attestés : les forces du Front pour l'alternance et la concorde du Tchad (Fact) ont ainsi loué leurs services aux milices de Misrata, puis elles ont bénéficié de l'appui du maréchal Haftar, avant, à leur tour, de lui prêter main-forte dans son offensive infructueuse contre Tripoli en 2019. Or, au

21. Signé fin 2016 sur fond de chute brutale des cours du brut, l'accord « OPEP + » appose des quotas de production aux États signataires, dont la Russie (qui n'est pas membre de l'OPEP – Organisation des pays producteurs de pétrole) afin de soutenir le prix du baril. Cet accord est largement perçu comme le fruit d'un compromis politique entre Russes et Saoudiens.

cours de leur expérience libyenne, les Fact auraient noué des liens avec les formateurs de la société Wagner<sup>22</sup>.

### **Acteurs et relais d'influence russes en Libye**

#### *La Russie face à la fragmentation territoriale et la décentralisation du pouvoir : le rôle des anciennes élites*

Les dynamiques de pouvoir à l'œuvre en Libye postrévolutionnaire nécessitent de saisir l'articulation complexe qui subsiste entre l'échelle locale et nationale. La décentralisation du pouvoir, la militarisation du politique et la « milicisation » du territoire sont autant de facteurs à considérer pour appréhender l'internationalisation de la crise libyenne. Le monopole de la violence légitime [Weber, 1919] passant des mains des anciennes élites à une nouvelle élite issue de réseaux socioprofessionnels (corporatifs, économiques, sociaux) érode l'hypothèse de la centralité tribale<sup>23</sup> en Libye post-conflit [Quesnay, 2013]. Les soulèvements populaires de 2011 ont néanmoins mis en lumière les fractures communautaires instrumentalisées sous le régime de Mouammar Kadhafi dont la stratégie d'éthos tribal empêchait l'existence d'une structure étatique. Ces mêmes fractures communautaires ont été mobilisées dans la confrontation entre le régime et sa contestation [Bensaâd, 2019]. Les nouvelles recompositions politiques et territoriales entre la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, ainsi que les rivalités qui en résultent pour la rétribution et le contrôle des ressources ont permis, parmi d'autres facteurs, l'incursion progressive des différentes ingérences étrangères. La Russie est l'un des acteurs à avoir le mieux exploité la fragmentation territoriale et la décentralisation du pouvoir libyen en mobilisant différentes strates de réseaux d'influence<sup>24</sup>,

22. Pascal Airault, « Le jeu trouble de la Russie aux côtés des rebelles tchadiens », *L'Opinion*, 30 avril 2021.

23. L'analyse qui prédomine sur la structure sociétale libyenne est celle d'une société qui repose principalement sur les liens tribaux et claniques. L'organisation de l'insurrection révolutionnaire a démontré que des mouvements de contestation se sont organisés à l'échelle des villes, des quartiers, et au sein de réseaux divers. Le facteur tribal et l'affiliation clanique demeurent cependant importants mais ils ne suffisent pour saisir la complexité du conflit libyen.

24. L'influence ici est à considérer comme « certains processus de fabrication de l'obéissance et du consentement qui ne reposent pas, en dernière instance, sur la coercition [...]. L'influence s'appuie sur le capital de celui qui l'exerce, qu'il s'agisse du capital social (réseaux) ou économique (capacité à rétribuer) », bien que la coercition dans notre cas d'étude soit un moyen supplémentaire d'exercer cette influence en agissant sur le comportement des acteurs.

et ce dès le lendemain de la chute du régime de Mouammar Kadhafi. La Russie a d'abord mobilisé le vecteur de la diplomatie traditionnelle en dialoguant avec toutes les parties du conflit, y compris avec le nouveau gouvernement de transition<sup>25</sup> ; tout en exerçant un effort de légitimation et de restructuration des réseaux kadhafistes au sein de la transition politique libyenne<sup>26</sup>. À l'instar de la récente nomination par le Conseil présidentiel (un triumvirat composé d'un représentant de chacune des trois provinces) de Hussein Muhammad Khalifa al-Ayeb à la tête des services de renseignements en remplacement de Imed Al Trabelsi<sup>27</sup>. Le nouveau directeur des services de renseignements est un ex-adjoint de Abdallah Al-Senoussi, ancien chef de la sécurité intérieure de la Jamahiriya, et beau-frère de Mouammar Kadhafi. Il serait également réputé proche de Khalifa Haftar. Cette nomination a par ailleurs provoqué le mécontentement des chefs de milices tripolitaines qui ont pris d'assaut l'Hôtel Corinthia dans lequel siège le Conseil présidentiel<sup>28</sup>. Cette logique pragmatique de dialogue avec tous les acteurs, poursuivie par la Russie, se retrouve également dans la promotion d'acteurs considérés comme antisystème, comme le maintien du soutien au maréchal libyen malgré les divisions qui subsistent au sein de son propre camp. C'est ainsi qu'en riposte à des affrontements entre milices pro-Haftar à Benghazi, Moscou aurait prévu d'envoyer 300 combattants syriens de Dar Ezzor pour soutenir les troupes du maréchal<sup>29</sup>. La Russie a aussi bloqué des sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU visant Mohamed Al-Koni, chef de la milice Al Koniyyat, soupçonné d'être responsable des crimes découverts dans les fosses communes de la ville de Tarhouna<sup>30</sup>.

*In fine*, il apparaît que la Russie a pris pleinement conscience du fait que les nouvelles élites sont elles-mêmes issues des anciennes élites, que cela soit par biais

---

Formulée par Johanna Siméant, à retrouver dans *Lexique de science politique* sous la direction d'Olivier Nay (Paris, Dalloz, 2011, 2<sup>e</sup> édition).

25. « الدببية يصل موسكو رفقة وزيرة الخارجية ووزير النفط » (la visite d'Abdelhamid Dbeiba à Moscou en compagnie du nouveau Premier ministre, Abdelhamid Dbeiba, en compagnie du ministre du Pétrole). *Libya Observer*, 15 avril 2020.

26. Entretien réalisé par l'auteure avec un haut fonctionnaire des Nations unies (UNSMIL) depuis Paris, février 2021.

27. « عمل مع القذافي وقریب من حفتر... الرئاسی يعین رئیساً جدیداً للمخابرات » (le Conseil présidentiel nomme un nouveau chef des renseignements proche de Kadhafi et de Haftar), *Al Arabiya*, 6 mai 2020.

28. Sami Zaptia, « Militias “raid” Corinthia hotel seeking Presidency Head Menfi in protest at new Intelligence head and Foreign Minister Mangoush », *Libya Herald*, 9 mai 2020.

29. Dilaran Aslan, « Russian Wagner group to send 300 Syrian fighters to Libya », *Daily Sabah*, 12 avril 2021.

30. Hamza Mekouar, « En Libye, l'ombre des “Kaniyat” plane encore sur les charniers de Tarhouna », *L'Orient le Jour*, 3 avril 2021.

de la filiation (anciens ou fils d'anciens) ou de l'allégeance (politique, clanique ou tribale); ou enfin par la mobilisation d'un réservoir de talents et d'ambitions, et ce même au sein d'acteurs peu connus de la société civile libyenne<sup>31</sup>. C'est le cas d'Abdelhamid Dbeiba, l'actuel Premier ministre du gouvernement de transition, qui avant d'être nommé était inconnu du grand public contrairement à son cousin, Ali Dbeiba. Ce dernier, une des plus grandes fortunes du pays, a joué un rôle décisif au sein du régime de Mouammar Kadhafi, notamment en étant dès 1989 à la tête de l'Organisation pour le développement des centres administratifs (ODAC)<sup>32</sup>, une institution pour la construction d'infrastructures publiques. C'est par l'entremise des réseaux d'Ali Dbeiba que l'actuel Premier ministre s'est vu confier la gestion de la holding libyenne d'investissement et de développement (LIDC) *via* laquelle transitaient des fonds publics durant les années Kadhafi. Au lendemain de la révolution libyenne, le camp Dbeiba a débloqué de nombreux fonds en faveur de l'insurrection dans leur ville d'origine, Misrata. Cet exemple démontre l'imbrication complexe qui existe au sein des anciennes et nouvelles élites libyennes. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs pu se renouveler et se restructurer malgré la fluidité des alliances, des fractures politiques et des conflits de loyauté.

*Entre intérêts d'affaires et diplomatie : de la diversité des acteurs russes impliqués en Libye*

Contrairement à la Syrie, la gestion de la crise libyenne n'a pas été prise en main directement par le Kremlin, qui l'a *de facto* reléguée à des échelons inférieurs. Le simple fait que la présidence se tienne en retrait sur le dossier libyen a créé un espace dans lequel se sont engouffrés une série d'acteurs russes dont la multiplicité a pu donner le sentiment que la Russie poursuivait en Libye un double agenda. Or, c'est bien la diversité de ces acteurs et de leurs agendas qui contribue à brouiller les contours de l'action des Russes en Libye. À cet égard, l'image de la Russie y reste très contrastée : globalement positivement perçue en Cyrénaïque, elle l'est nettement moins en Tripolitaine. Cela étant, certaines attentes étaient nourries à l'égard de la Russie dès 2013-2014 à Beni Oualid et à Syrte où avait été particulièrement appréciée l'abstention de Moscou en 2011 lors du vote de la résolution 1973<sup>33</sup>.

31. Entretien réalisé par l'auteure avec un chercheur spécialiste de la Libye depuis Paris, avril 2021.

32. Jalel Harchaoui, « Qui sont les nouveaux dirigeants de la Libye ? », *Orient XXI*, février 2021.

33. Entretien réalisé par l'auteur depuis Moscou avec une chercheuse spécialiste de la Libye, avril 2021.

Le ministère russe de la Défense a jeté des ponts vers Tobrouk et le maréchal Haftar dès 2015. Ces liens privilégiés sont illustrés par les nombreux déplacements que l'homme fort de l'Est libyen effectue dans la capitale russe dès 2016 en sa qualité de commandant en chef de l'ANL. Il y rencontre à plusieurs reprises le ministre russe de la Défense Sergueï Shoïgou, mais aussi Sergueï Lavrov. Il est encore reçu en janvier 2017 à bord du porte-avions *Amiral Kouznetsov* lorsque celui-ci croise au large de la Libye, de retour de son déploiement au Levant. Si Haftar a pu être considéré à Moscou à l'aune de sa capacité à restaurer l'ordre, il semblerait qu'aujourd'hui il ne convainc plus, non seulement en raison de l'échec de son offensive de 2019 contre Tripoli, mais aussi à cause de son tempérament orageux. Autre acteur à travers lequel la Défense russe pèse sur le dossier libyen : la société Wagner, qui entretiendrait des connexions opaques avec le GRU<sup>34</sup>, et qui opère, selon les dires du Pentagone, sur fonds émiriens, avec manifestement le soutien logistique de l'Égypte [Ramani, 2021]. Bras armé du lobby pro-Haftar à Moscou, Wagner se serait engagé à protéger les intérêts d'affaires de ceux à qui il aurait promis de juteux contrats en cas de victoire sur Tripoli, notamment dans le domaine énergétique. Au demeurant, dès 2018, des rapports émanant de Wagner font état de l'arrogance du maréchal et de son incapacité à correctement évaluer la situation sur le terrain. En outre, Haftar refuserait de renoncer à sa nationalité américaine, alimentant les doutes à Moscou quant à la loyauté de ses engagements à l'égard des intérêts russes en cas de victoire contre Tripoli<sup>35</sup>. Wagner cherche donc dès décembre 2018 à minimiser le risque en misant sur Saïf al-Islam Kadhafi au service duquel elle met à disposition ses puissantes ressources médiatiques et des « polit-technologues<sup>36</sup> » en vue de façonner l'image du fils du leader déchu en Tripolitaine dans la perspective d'une future élection présidentielle. Saïf al-Islam Kadhafi établit par ailleurs dès fin 2018 des contacts à Moscou à travers le ministère des Affaires étrangères en la personne de Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères et envoyé spécial du président russe pour le Proche-Orient et l'Afrique<sup>37</sup>. Au demeurant, le sort du maréchal n'est

34. La Direction principale pour le renseignement (renseignement militaire). Voir Ruslan Trad, « The Soviet Origins of Putin's Mercenaries », *Newlines Magazine*, 27 avril 2021.

35. Roman Badanin, Olga Churakova, Mikhail Rubin, Michael Weiss et Pierre Vaux, « Master and Chef », *The Dailybeast*, 28 septembre 2019.

36. Les « polit-technologues » sont avant tout définis par leurs activités, à savoir le recours aux « technologies politiques ». Les « technologies politiques » se définissent comme un ensemble de méthodes, de techniques et de procédures – reposant largement sur l'emploi des médias et la manipulation de l'information mobilisées – afin d'influencer les masses en vue de modifier leur sensibilité et leur perception politique en fonction d'objectifs eux aussi politiques.

37. « МИД прокомментировал данные о контактах сына Каддафи с Москвой » (« Le ministère des Affaires étrangères a commenté les informations au sujet des contacts entre le fils de Kadhafi et Moscou »), *Vedomosti*, 24 décembre 2018.

pas scellé car si le processus politique venait à échouer une nouvelle fois, l'option militaire se réimposerait d'elle-même, et Haftar y tiendrait inévitablement toute sa place.

Le ministère russe des Affaires étrangères cultive pour sa part ses contacts avec la capitale libyenne. D'abord l'apanage du chef du groupe de contact russe pour la Libye près le ministère des Affaires étrangères et la Douma (Chambre basse du Parlement russe) Lev Dengov, ce canal mêle tout autant diplomatie qu'intérêts d'affaires. De son vrai nom Pavel Guzband, Lev Dengov – qui a débuté dans les affaires en Libye dès la fin des années 2000 – représente des intérêts d'affaires liés à la Maison de commerce russo-libyenne<sup>38</sup> ainsi que ceux liés au président tchétchène Ramzan Kadyrov. Lev Dengov voit cependant le dossier libyen peu à peu lui échapper à partir de 2019 au profit de Mikhaïl Bogdanov. Cette revalorisation dans sa gestion bénéficie au dossier libyen dans la mesure où, compte tenu de ses prérogatives, Bogdanov est amené à sillonner le Moyen-Orient et l'Afrique et à rencontrer les officiels de pays directement impliqués dans la crise libyenne (Émirats arabes unis notamment). La présence d'Ara Abramian, président du Conseil d'affaires russo-libyen près la Chambre de commerce et d'industrie russe, lors de certaines rencontres entre diplomates russes et représentants du GNA, atteste de la persistance d'un vecteur business qui s'adosse à celui de la diplomatie<sup>39</sup>. Autre tête de pont du canal diplomatique russe : Aguilah Saleh Issa, le président de la Chambre des représentants. Sa position institutionnelle fait de lui un interlocuteur de choix, qui plus est sis dans l'Est libyen, et il a pu un temps apparaître aux yeux des Russes comme une alternative politique à Haftar. Aguilah Saleh Issa se rend ainsi en 2020 à deux reprises à Moscou où il rencontre Sergueï Lavrov ainsi que la présidente du Conseil de la Fédération (Chambre haute du Parlement russe), Valentina Matvienko. Cette « diplomatie parlementaire » vise tout autant à consolider l'image de la Russie comme acteur d'équilibre entretenant le dialogue avec tous, qu'à affaiblir la posture d'Haftar et à le rendre plus malléable après l'échec de son offensive contre Tripoli. Enfin, c'est aussi le ministère russe des Affaires étrangères qui, par l'entremise de Bogdanov, maintient le contact avec les tribus du Sud libyen ;

38. Fondée en septembre 2017, cette structure semble peu active et prétend promouvoir les échanges bilatéraux de matières premières et de céréales, et les projets énergétiques. Elle dispose de bureaux de représentations à Tripoli, Misrata et Benghazi.

39. Ara Abramian assiste aux entretiens entre l'ancien vice-Premier ministre Ahmed Miitig et l'ancien ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Taha Siala, avec Sergueï Lavrov et Mikhaïl Bogdanov en juin 2020 à Moscou.



Adam al-Tibani, le chef de l'Assemblée nationale des Toubous, a ainsi rencontré le diplomate en juillet 2019<sup>40</sup>.

La visite du nouveau Premier ministre libyen Abdul Hamid Dbeiba dans la capitale russe en avril 2021 constitue un tournant par la diversité et la nouveauté des acteurs russes qu'il rencontre lors de son déplacement. Outre Sergueï Lavrov, le Premier ministre libyen a des entretiens avec son homologue russe, Mikhaïl Michoustine, et avec le secrétaire du Conseil de sécurité, Nikolaï Patrouchev. Rares ont été les rencontres entre un chef de gouvernement russe et des acteurs libyens jusqu'à cette entrevue, ce qui atteste de l'engagement de la Russie à soutenir le processus politique en vue des élections législatives et présidentielle prévues en décembre 2021. Patrouchev incarne pour sa part le canal sécuritaire, et notamment la lutte contre le terrorisme. Sa rencontre avec Dbeiba tend ainsi à consolider le caractère régalien de la fonction du nouveau Premier ministre et pourrait avoir servi à jeter les bases d'une future coopération sécuritaire qui pourrait ne pas se restreindre à l'antiterrorisme. Patrouchev pourrait par ailleurs jouer le rôle de médiateur avec les structures de force russes qui jusqu'à présent traitent préférentiellement avec Haftar.

Enfin, il convient de rappeler que, depuis la fermeture de son ambassade à Tripoli en octobre 2013, la Russie a relocalisé sa représentation diplomatique pour la Libye dans son ambassade de Tunis. Toutefois, la charge afférente d'ambassadeur est restée vacante depuis le départ d'Ivan Molotkov en novembre 2018. Nommé ambassadeur russe en Libye par oukase du président Dmitri Medvedev en janvier 2012, il ne disposait que d'une capacité d'impulsion très limitée sur le dossier libyen. La Russie est ainsi demeurée sans ambassadeur pour la Libye jusqu'à la nomination en juillet 2020 de Jamched Boltaev, ancien Consul général à Hurgada, au poste de chargé d'affaires. Vu de Moscou, la réouverture de son ambassade en Libye reste intimement liée aux contrats que les entreprises russes pourraient se voir attribuer dans le pays. Ces contrats, signés lors de la visite de Vladimir Poutine à Tripoli en avril 2008, n'ont jamais été dénoncés et attendent d'être réactivés<sup>41</sup>. En toute

40. « Богданов встретился в Ливии с главой Национальной ассамблеи Тубу » (« Bogdanov a rencontré en Libye le chef de l'assemblée nationale des Toubous »), RIA Novosti, 25 juillet 2019.

41. Le déplacement de Vladimir Poutine à Tripoli en avril 2008 permet aux entreprises russes d'enregistrer plusieurs contrats : la construction de 500 kilomètres de lignes à grande vitesse par RZhD (Chemins de fer russes) entre Benghazi et Syrte (2,2 milliards de dollars), des projets dans le secteur énergétique (3,5 milliards de dollars) et des achats d'armements pour l'armée libyenne (au moins 4 milliards de dollars). Voir « Обо всем приходилось договариваться лично с Каддафи » (« Tout devait être négocié personnellement avec Kadhafi »), *Vedomosti*, 29 août 2011.

hypothèse, la nomination d'Abdul Hamid Dbeiba au poste de Premier ministre en février 2021 constitue donc une bonne nouvelle pour Moscou compte tenu de ses affinités avec les milieux d'affaires libyens, d'une part, et de son profil de « trait d'union » entre l'Est et l'Ouest, d'autre part<sup>42</sup>.

## Conclusion

Il apparaît *in fine* que la Libye, par son emplacement géostratégique et la richesse de ses ressources minières, s'imbrique parfaitement dans la quête assumée de revendication par la Russie d'une voix indépendante dans le jeu mondial. La fragmentation territoriale et la décentralisation du pouvoir à l'œuvre ont permis à la Russie de nouer autour de la crise libyenne des relations aussi bien au niveau intralibyen qu'à l'échelle nord-africaine et régionale. La Libye se trouve en effet au carrefour de plusieurs axes de la politique étrangère russe. En mobilisant ses relations avec les acteurs régionaux (Égypte, Émirats arabes unis, Turquie), la Russie s'est agrégée aux acteurs devenus incontournables et décisifs dans la Libye post-conflit, tout en préservant une marge de négociation face à la communauté euroatlantique. Les enjeux économiques (énergétiques, reconstruction d'infrastructures, privatisation de la guerre) à l'œuvre en Libye mobilisent tant de puissants réseaux d'affaires russes que des réseaux d'influence de la diplomatie traditionnelle. La multiplicité des contacts noués par l'intermédiaire de différents canaux permet enfin à Moscou de diminuer son exposition politique tout en limitant le risque à l'égard de potentiels retournements de situation. Reste à déterminer dans quelle mesure la feuille de route onusienne est susceptible de restructurer les rapports de force entre les puissances en présence, et les conséquences que cela pourrait avoir pour les différents acteurs russes impliqués en Libye.

## Bibliographie

- BALMOND L. et GUILHAUDIS J.F. (2019), « La Russie aux Nations unies en 2018 », in DUBIEN A. (dir.), *Russie 2019. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire.
- BENSAËD A. (2019), « Luites de pouvoir, réseaux transnationaux et configuration territoriales dans le Fezzan, Libye », *Maghreb-Machrek*, n° 241, p. 121-138.

42. Entretien réalisé par l'auteur depuis Moscou avec une chercheuse spécialiste de la Libye, avril 2021.

LA LIBYE : UNE CRISE À LA CROISÉE DES AMBITIONS GLOBALE ET RÉGIONALE DE LA RUSSIE

- BILENER T. (2007), « Les détroits, atout stratégique majeur de la Turquie », *Annuaire français de relations internationales*, vol. VIII, Centre Thucydide, université Paris II Panthéon Assas.
- QUESNAY A. (2013), « L'insurrection libyenne : un mouvement révolutionnaire décentralisé », in Allal A. et Pierret T., *Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Les éditions du Croquant, chap. 4.
- RAMANI S. (2021) « Russia's strategic transformation in Libya: a winning gambit? », *Commentary*, RUSI.
- RAVIOT J.-R. (2007), *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de Repères.
- (dir.) (2016), *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*, Paris, La Documentation française.
- REMLER P. (2020), « Russia at the United Nations : law, sovereignty, and legitimacy », *Carnegie Paper*.
- WEBER M. (1919 [2003]), *Le Savant et le Politique*, Paris, La Découverte, « Poche ».

